

# CONDITIONS GENERALES DE VENTE

## 1 Objet et domaine d'application

- 1.1 - Les présentes conditions ont pour objet de préciser les clauses générales d'exécution et de règlement applicables aux travaux de l'entreprise.
- 1.2 - La norme NF P 03-001 « Cahier des clauses administratives générales applicables aux travaux faisant l'objet de marchés privés » est applicable sauf dérogations dans les présentes conditions générales.
- 1.3 - Les présentes conditions générales prévalent sur toutes autres conditions générales qui pourraient leur être opposées.
- 1.4 - L'entreprise peut sous-traiter tout ou partie de son marché.

## 2 Conclusion du marché

- 2.1 - L'offre de l'entreprise à une validité de trois mois, à compter de sa date d'établissement ; pendant cette période le marché est conclu par son acceptation par le maître d'ouvrage ou son mandataire. Au-delà de cette période, l'entreprise n'est plus tenue.
- 2.2 - Un exemplaire de l'offre retourné signé par le maître de l'ouvrage a valeur contractuelle et constitue l'acceptation du client.
- 2.3 - Le maître d'ouvrage indique, avant conclusion du marché, à l'entrepreneur par lettre recommandée avec accusé de réception s'il entend demander un prêt pour payer en totalité ou en partie les travaux, faute de quoi, il est réputé ne pas emprunter et perdre le bénéfice des dispositions de la loi n° 79-596 sur le crédit immobilier et de la loi n°76-22 sur le crédit à la consommation.

## 3 Conditions d'exécution des travaux

- 3.1 - Les travaux seront conformes aux spécifications des normes et DTU en vigueur au jour de l'offre. En cas de dérogation à ces documents, demandée par le maître de l'ouvrage, aucune garantie ne pourra s'appliquer à ces travaux.
- 3.2 - L'entreprise n'est assurée que pour la couverture des risques mettant en jeu sa responsabilité. L'attestation d'assurance sera fournie sur demande.
- 3.3 - Le délai d'exécution prévu à l'offre commerciale commencera à courir à compter du premier jour d'intervention sur place d'une équipe de l'entreprise, et à réception de l'acompte à la commande.
- 3.4 - Le délai d'exécution sera prolongé de plein droit dans les cas prévus par la norme NF P 03-001.
- 3.5 - L'eau, l'électricité, les accès, les aires de stockage et d'installation nécessaires à la réalisation des travaux seront mis à la disposition de l'entreprise en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux.
- 3.6 - Toute marchandise qui est enlevée par nos soins devient automatiquement notre propriété sauf si le client nous demande de l'indiquer sur le devis.
- 3.7 - Le nettoyage de fin de chantier sera fait de façon très soignée, il n'est en aucun cas prévu de dépoussiérage approfondi. Ceci restant à la charge du propriétaire ou du locataire. Le propriétaire s'engage à informer directement le locataire par le moyen lui convenant (oralement, courrier simple ou recommandé, etc...).
- 3.8 - Le propriétaire s'engage à informer son locataire de l'intervention de notre entreprise et celui-ci lui donne nos coordonnées pour qu'il puisse prendre contact avec notre entreprise.

## 4 Rémunération de l'entrepreneur

- 4.1 - Sauf stipulation contraire, les travaux prévus à la présente offre seront toujours estimatifs et ne sauraient, en aucun cas, être considérés comme définitifs.
- 4.2 - La facturation définitive correspondra au montant du décompte définitif établi par l'entreprise prenant en compte les travaux réellement exécutés, y compris les éventuels travaux supplémentaires.
- 4.3 - Nos prix seront révisés à la date de réalisations des travaux faisant l'objet de la demande de règlement (mois m) par application du coefficient de variation de l'indice BT 01, ou par application d'une formule définie aux conditions particulières. L'indice initial est celui connu à la date de remise de l'offre ; l'indice du mois de révision sera pris avec le même décalage.

## 5 Travaux supplémentaires, urgents ou imprévisibles

- 5.1 - Tous travaux non prévus explicitement dans l'offre seront considérés comme travaux supplémentaires ; ils donneront lieu à signature d'un avenant avant leur exécution.
- 5.2 - L'entrepreneur est habilité à prendre en cas d'urgence, toutes dispositions conservatoires nécessaires, sous réserve d'en informer le maître d'ouvrage.

## 6 Hygiène et sécurité

- 6.1 - Des locaux décents à usage de vestiaires, réfectoire et WC devront être mis à disposition du personnel de l'entreprise par les soins du maître de l'ouvrage en quantités suffisantes, gratuitement et à proximité des travaux. Le chantier devra être équipé d'un branchement d'eau potable et d'une arrivée de courant. En cas d'impossibilité ou d'insuffisance, les installations nécessaires seront facturées au maître de l'ouvrage.
- 6.2 - L'entrepreneur ne peut être tenu d'effectuer des travaux dont l'exécution présenterait un caractère dangereux, sans que soient mis en place les systèmes de prévention règlementaires.

## 7 Réception des travaux

- 7.1 - La réception des travaux a lieu dès leur achèvement. Elle est prononcée à la demande de l'entrepreneur, par le maître de l'ouvrage, avec ou sans réserves.
- 7.2 - A défaut de réception, elle résulterait automatiquement de la prise de possession des lieux par le maître de l'ouvrage.
- 7.3 - La réception libère l'entrepreneur de toutes les obligations contractuelles autres que les garanties légales.
- 7.4 - Les motifs de refus de réception doivent être précisés par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trois jours suivant la demande de l'entreprise. Si la visite a eu lieu, les motifs doivent être indiqués sur le procès-verbal de refus.
- 7.5 - Si la réception doit intervenir judiciairement, les frais correspondants seront à la charge du maître de l'ouvrage.
- 7.6 - Concernant la garantie décennale sur les petits chantiers où aucune réception n'est faite (PV réception de fin de chantier), c'est la date de paiement sur la facture final qui fait foi.

## 8 Paiements

- 8.1 - A la commande, acompte de 40 % du montant du devis. En cours de travaux, l'entreprise pourra demander le paiement d'acomptes au prorata de l'avancement. En fin de travaux, facturation du solde.
- 8.2 - Il n'y aura pas de retenue de garantie.
- 8.3 - Les demandes de paiements et factures seront réglés à l'entreprise par chèque à réception de la facture. Escompte de 0% pour paiement anticipé et pénalités de retard de 1.5 fois le taux de l'intérêt légal, en cas de non-paiement à la date portée sur la facture.
- 8.4 - En cas de non-paiement à l'échéance, l'entrepreneur pourra suspendre les travaux dans un délai de 7 jours, après mise en demeure préalable au maître de l'ouvrage restée infructueuse.

## 9 Garanties de l'entreprise

- 9.1 - L'entrepreneur demeure propriétaire de l'ouvrage qu'il a exécuté jusqu'à l'entier paiement de la créance née du marché. Cette disposition ne fait obstacle à la prise de possession de l'ouvrage et ne modifie pas les obligations de l'entrepreneur telles que fixées aux articles 1788, 1792 et suivants et 2270 du Code Civil
- 9.2 - Lorsque le montant des travaux, déduction faite de l'acompte versé à la commande, est supérieur à 12.000,00 euros, le maître de l'ouvrage doit en garantir le paiement de la façon suivante :
  - 1) Lorsqu'il recourt à un crédit destiné exclusivement et en totalité au paiement des travaux cités en objet du marché, le maître de l'ouvrage fera le nécessaire pour que les versements, effectués par l'établissement prêteur, parviennent à l'entrepreneur aux échéances convenues dans le marché (2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil). Le maître de l'ouvrage adresse à l'entrepreneur copie du contrat attestant de la délivrance du prêt.
  - 2) Lorsqu'il ne recourt pas à un crédit spécifique travaux, le maître de l'ouvrage fournit, au plus tard à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la conclusion du marché, le cautionnement visé au 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1799-1 du Code Civil. Tant que le cautionnement ou l'attestation du crédit n'est pas fourni, l'entrepreneur ne commencera pas les travaux. Le délai d'exécution est prolongé en conséquence, si la date prévue pour le début des travaux est antérieure à celle de la fourniture du cautionnement ou de l'attestation du prêt.

## 10 Propriété intellectuelle

- 10.1 - Les études, devis et documents de toute nature remis ou envoyés par l'entreprise restent toujours son entière propriété ; ils doivent être rendus sur sa demande.
- 10.2 - L'entreprise conserve intégralement la propriété intellectuelle de ses études, qui ne peuvent être communiquées, ni reproduites, ni exécutées, sans son autorisation écrite.

## 11 Contestations

- 11.1 - Lorsqu'une des parties ne se conforme pas aux conditions du marché, l'autre partie la met en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec accusé de réception.
- 11.2 - En cas de difficultés pour l'exécution du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis, la Fédération du Bâtiment de la Creuse
- 11.3 - Sauf dispositions contraires du marché, les litiges seront portés devant le tribunal du lieu du domicile du débiteur.

## 12 Crédit d'impôt

- 12.1 - Le crédit d'impôt transition énergétique (CITE) vous permet de déduire de votre impôt sur le revenu une partie des dépenses engagées pour vos travaux d'amélioration de l'efficacité énergétique de votre logement. Pour être éligibles, vos travaux doivent être réalisés par un artisan ou une entreprise du bâtiment détenant la mention RGE (Reconnu garant de l'environnement) et répondre à des caractéristiques techniques précises. Notre entreprise est titulaire des qualifications RGE :

- 8621 Efficacité énergétique – "Les pros de la performance énergétique"
- 2111 Maçonnerie (technicité courante) et béton armé courant Mention Efficacité énergétique.

- 12.2 - Nous effectuons la vente et la pose des poêles à bois mais n'ayant pas encore l'acquisition en totalité de cette qualification, l'éligibilité au crédit d'impôt n'existerait pas.